



Plan de sauvegarde de l'Arlequin Convention D'OPERATION 2025-XXXX Entre L'EPFL DU Dauphiné et Grenoble-Alpes Métropole

Grenoble-Alpes Métropole, représenté par son Président, Monsieur Christophe FERRARI, agissant en vertu de la délibération n° [...] du conseil métropolitain, en date du XXXX déposée en préfecture le [...],

Ci-après dénommée « Grenoble-Alpes Métropole »
d'une part,

L'établissement public foncier local du Dauphiné, représenté par son directeur, Monsieur Vincent REMY, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du [...], télétransmise en préfecture le [...],

Ci-après dénommé « l'EPFL du Dauphiné »
d'autre part

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIT :

Conformément à l'article L 324-1 du Code de l'urbanisme, l'EPFL du Dauphiné réalise pour le compte de ses membres des acquisitions foncières ou immobilières en vue de la constitution de réserves foncières en application des articles L. 221-1 et L. 221-2 et de la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du Code précité.

L'action de l'EPFL du Dauphiné s'inscrit dans le cadre de son 5^{ème} programme pluriannuel d'intervention (PPI), validé le 10 février 2022.

L'Arlequin est un ensemble immobilier complexe construit au début des années 1970 au cœur du quartier de la Villeneuve à Grenoble. Il visait à répondre aux contraintes de l'expansion démographique par l'innovation sociale, architecturale et technique. Il s'articulait autour d'une rue piétonne appelée galerie de l'Arlequin reliant entre eux les 17 bâtiments numérotés de 10 à 170. L'ensemble est composé de logements privés, de logements locatifs sociaux, de commerces et d'équipements publics. La gestion des immeubles de logements était assurée grâce au régime de la copropriété. Depuis plusieurs années, il connaît de grandes difficultés d'entretien, d'occupation de l'habitat et de qualité des espaces publics conduisant à une perte d'attractivité du quartier et à une dévalorisation importante des valeurs immobilières.

Dès 2008, la ville de Grenoble initiait une première opération de renouvellement urbain sur l'ensemble du quartier de la Villeneuve. Un des objectifs visait à revaloriser durablement sur le marché immobilier la copropriété de l'Arlequin.

En février 2013, le conseil municipal de la ville de Grenoble approuvait le lancement d'une démarche de plan de sauvegarde sur les deux copropriétés 60-120 et 130-170 galerie de l'Arlequin. Ces deux copropriétés sont composées de logements privés et de logements locatifs sociaux où les organismes de logements sociaux ACTIS (60-120 Arlequin) et SDH (130-170 Arlequin) sont majoritaires.

En avril 2013, le périmètre de droit de préemption renforcé était étendu à l'ensemble de la galerie de l'Arlequin par délibération du conseil municipal.

Le 31 août 2018, les deux conventions de plans de sauvegarde dites « de scission » étaient signées par l'ensemble des partenaires. La métropole de Grenoble prenant la charge de suivre et d'animer la mise en œuvre des conventions avec une équipe projet animée par un chef de projet et composés d'agents de la métropole, de la ville et d'un prestataire : Urbanis.

Depuis 2019, le projet de territoire « GrandAlpe » qui intègre l'Arlequin compte parmi les 14 sites de priorité nationale retenus par le Gouvernement dans le cadre du plan Initiative Copropriétés. L'ambition de cette démarche partenariale est de concentrer l'intervention de l'Anah et des collectivités pour résoudre durablement les difficultés des copropriétés dégradées.

Le projet de restructuration globale de l'Arlequin est mené en deux temps :

- 2018-2020 : scission juridique et séparation physique des fluides des 2 copropriétés existantes afin de créer 5 nouvelles copropriétés de plus petite taille et 2 mono-propriétés dévolues aux 2 organismes de logements sociaux ;
- 2021-2027 : réhabilitation énergétique des 5 nouvelles copropriétés.

Les études préalables avaient souligné la nécessité d'intégrer au plan de sauvegarde un dispositif de portage ciblé. Il visait à assurer le portage temporaire d'un bien avant de le remettre sur le marché. L'objectif étant de faciliter la mise en œuvre du plan de sauvegarde lorsque des ménages ne peuvent pas se maintenir dans leur statut de copropriétaire ou pour prévenir l'arrivée de copropriétaires qui ne seraient pas en mesure d'assurer le financement de leur quote-part travaux.

Ce dispositif a été défini par une première convention d'opération signée en juillet 2015 entre l'EPFL du Dauphiné, la ville de Grenoble et la métropole de Grenoble. Il a ensuite été renforcé une première fois via une seconde convention signée en mars 2019 entre l'EPFL du Dauphiné et la métropole de Grenoble. Les conventions de plan de sauvegarde 2 dites de « réhabilitation » validées le 28 octobre 2019 par la commission de plan de sauvegarde présidée par le préfet ont formalisé les deux phases du portage ciblé :

- Tout au long du plan de sauvegarde, mise à disposition exclusive des logements vacants pour les besoins du chantier ;
- A l'issue du plan de sauvegarde, mise en place d'une gestion locative sur une période de 10 ans avant remise sur le marché.

Une nouvelle convention a été signée en octobre 2020 afin de renforcer encore le dispositif de portage en augmentant le nombre de lots à porter et en explicitant les modalités d'interventions définies par les conventions de plan de sauvegarde 2.

La présente convention d'opération vise à allonger la durée du portage pour prendre en compte le décalage dans la mise en œuvre de la phase conception.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

TITRE I. CADRE CONVENTIONNEL

Article 1.1 – Objet général de la convention

La présente convention d'opération a pour objet de compléter les modalités de la coopération publique entre l'EPFL du Dauphiné et Grenoble-Alpes Métropole pour la réalisation de leurs missions respectives de service public.

Le pilotage stratégique du plan de sauvegarde de l'Arlequin est assuré par l'Etat qui en confie la maîtrise d'ouvrage à Grenoble-Alpes Métropole.

L'EPFL du Dauphiné est ainsi chargé d'acquérir, d'effectuer des travaux de proto-aménagement et de gérer les biens immobiliers identifiés dans les articles suivants, pour les céder à un tiers ou à la collectivité garante, Grenoble-Alpes Métropole, dans les conditions fixées par la présente convention.

Article 1.2 – Etudes préalables réalisées

Depuis 2013, les études suivantes ont été menées :

- 2016 : Aide à la programmation architecturale (Atelier PARIS & Associés) ;
- 2019 : Enquête sociale (URBANIS) ;
- 2019 : Diagnostic Technique Global (ENEOS) ;
- 2021 : Programme de travaux (ICAMO et Territoires 38) ;
- 2023-2024 : Etudes de conception (AKTIS, CODA et PARIS).

Article 1.3 – Conventions de portage existantes

Depuis la première convention d'opération en date du 1er juillet 2015, l'EPFL du Dauphiné se porte acquéreur et assure le portage transitoire de logements privés en vue de faciliter la scission des copropriétés et mettre en œuvre le plan de sauvegarde de l'Arlequin.

L'EPFL est aujourd'hui propriétaire de 32 appartements. Le détail des biens déjà acquis par l'EPFL est annexé à la présente convention. La présente convention d'opération se substitue aux conventions d'opérations existantes.

Article 1.4 – Dispositions générales en matière de communication des parties

Par la présente convention, l'EPFL du Dauphiné intervient pour le compte de Grenoble-Alpes Métropole en amont des opérations prévues par celle-ci, afin de constituer des réserves foncières, de requalifier le foncier, de faciliter la mise en œuvre de son projet.

L'EPFL du Dauphiné, s'engage, dans la communication relative aux opérations qu'il mène, à rappeler qu'il intervient pour le compte de la collectivité, par exemple sur les panneaux de chantier, ainsi que la participation financière de celle-ci.

De même, lorsque la collectivité mènera à bien son projet sur un tènement a de l'EPFL du Dauphiné, la communication alors mise en place dev l'établissement et faire apparaître le montant de sa participation financière.

Par ailleurs, dans le cadre de leur partenariat, les parties s'engagent mutuellement à associer l'ensemble des cosignataires de la présente convention à toute manifestation ou évènement lié au projet commun.

Article 1.5 - Durée de la convention et durée de portage

La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2037.

Pendant toute la durée de la convention, l'EPFL du Dauphiné assure le portage des biens acquis ainsi que le financement des dépenses opérationnelles réalisées dans le cadre du portage et de la requalification immobilière de l'opération.

Dès que les conditions seront réunies pour les signataires et au plus tard le 31 décembre 2037, l'EPFL du Dauphiné pourra céder les biens acquis selon les conditions définies à l'article 3.1 et suivants de la présente convention.

TITRE II. L'OPERATION

Article 2.1 – Enjeux et programme de l'opération

Le plan de sauvegarde de l'Arlequin comporte deux phases :

1. La première phase (P.D.S. 1) vise à scinder les 2 principales copropriétés (60-120 Arlequin et 130-170 Arlequin). Elle arrivera à terme en fin d'année 2020 après les assemblées générales extraordinaires. L'EPFL du Dauphiné intervient au cours de cette phase pour acquérir des lots en copropriété lorsque les propriétaires actuels ou potentiels ne disposent pas des capacités financières nécessaires pour prendre en charge les travaux de réhabilitation à venir.
2. La seconde phase (P.D.S. 2) vise à réaliser d'importants travaux de réhabilitation énergétique sur les 5 copropriétés scindées. Comme tout copropriétaire possédant un logement dans une de ces 5 copropriétés, l'EPFL du Dauphiné financera une quote-part des travaux de réhabilitation.

Article 2.2 – Périmètre de l'opération

L'opération concerne uniquement les logements privés situés dans les 5 bâtiments :

- 80, galerie de l'Arlequin : 37 logements pour 2 800 m² ;
- 100, galerie de l'Arlequin : 145 logements pour 11 400 m² ;
- 130, galerie de l'Arlequin : 38 logements pour 2 630 m² ;
- 150, galerie de l'Arlequin : 58 logements pour 4 800 m² ;
- 170, galerie de l'Arlequin : 72 logements pour 6 200 m².

Article 2.3 – Acquisitions

Il est prévu que l'EPFL du Dauphiné puisse acquérir un maximum de 72 logements sur l'ensemble des 2 phases du plan de sauvegarde.

Entre 2013 et 2024, 32 appartements ont déjà été acquis :

- Au 80, galerie de l'Arlequin : 2 appartements (1 T3 et 1 T4)
- Au 100, galerie de l'Arlequin : 16 appartements (2 T1, 4 T2, 2T3, 6 T4, 1 T5 et 1 T6)
- Au 130, galerie de l'Arlequin : 5 appartements (1 T1, 1 T3, 2T4 et 1T5)
- Au 150, galerie de l'Arlequin : 6 appartements (1 T3 et 5 T4)
- Au 170 ; galerie de l'Arlequin : 3 appartements (3 T5)

Dans la mesure du possible, les acquisitions seront réalisées sur les années 2025 à 2028.

2.3.1. Conditions d'acquisitions

Les acquisitions sont réalisées par voie amiable ou par préemption à la demande de Grenoble-Alpes Métropole, selon les critères suivants :

- Préemption :
 - Défaut d'enchérisseur sur adjudication judiciaire ;
 - Incapacité financière de l'acquéreur à assurer ses charges de copropriétés ou de travaux à venir ;
- Amiable :
 - Propriétaire en dette ou ne disposant pas des ressources financières pour se maintenir en tant que copropriétaire ;
 - Nécessité technique liées à la scission.

Grenoble Alpes Métropole dresse la liste des logements à acquérir et la communique à l'EPFL du Dauphiné.

Les décisions pouvant conduire à une acquisition sont prises après échanges avec les personnes en charge de l'accompagnement social des copropriétaires. L'accompagnement est réalisé par l'équipe projet du plan de sauvegarde via le prestataire Urbanis en lien avec les services du CCAS de la ville de Grenoble et le service local de solidarité du conseil départemental.

L'EPFL signalera les situations pour lesquelles l'acquisition peuvent rencontrer des obstacles techniques.

Lorsque des copropriétaires occupants sont dans l'incapacité de se maintenir dans leur logement, des solutions de relogement sont proposées par la métropole de Grenoble qui mobilise son contingent de réservations ainsi que le partenariat inter-bailleurs dans le cadre de la convention intercommunale d'attributions.

2.3.2. Modalités de financement de l'ingénierie de portage

A titre informatif, le coût moyen de portage est estimé en moyenne à 6730 € par an pour un logement de 70 m², toutes montées confondues. Cela comprend les charges de la copropriété, l'assurance et la télésurveillance. Ce coût n'est pas un engagement financier contractuel mais il permet d'établir les budgets prévisionnels annuels.

L'Anah participe au financement de l'ingénierie de portage à hauteur de 70% du montant des dépenses subventionnables HT prises en compte dans la limite d'un plafond de 30 000 € HT par logement. Le caractère subventionnable des dépenses est fixé par l'Anah et comprend notamment les coûts liés à la conduite du projet, y compris les charges de personnel, les charges liées à la gestion administrative et financière, l'assistance juridique, l'assurance responsabilité civile du maître d'ouvrage et les charges courantes de copropriété non récupérées ou non récupérables. Les dossiers de demandes de financement sont gérés directement entre l'EPFL et l'Anah.

Article 2.4 – Travaux sur les biens acquis

2.4.1. Travaux en parties communes

Les travaux en parties communes sont prévus dans le cadre du plan de sauvegarde 2 et sont définis à l'échelle de chacune des 5 copropriétés. Comme tout copropriétaire des 5 copropriétés scindées, l'EPFL du Dauphiné est appelé à financer les travaux de réhabilitation lourde d'un montant moyen estimé à 75 000 € par logement. Ces dépenses étant subventionnées par l'Anah, Grenoble-Alpes Métropole et par la ville de Grenoble, le reste à charge pour l'EPFL du Dauphiné est estimé à 10 500 € en moyenne par logement de type T4.

2.4.2. Travaux en parties privatives

Des travaux en parties privatives pourront être réalisés par l'EPFL du Dauphiné en vue de l'utilisation des logements en phase chantier comme logements tampons, base vie ou tout autre activité liée à la mise en œuvre du plan de sauvegarde. Ces travaux pourront concerner :

- La mise aux normes électrique des logements ;
- Les revêtements des pièces du logement (sols, murs, plafonds) ;
- Le remplacement des équipements sanitaires (cuisine, salle de bain, WC).

Les demandes de travaux devront être formulées par la métropole de Grenoble au plus tard au mois de septembre d'une année en cours pour que les travaux soient réalisés au cours de l'année suivante.

Au titre du portage, l'Anah participe au financement des travaux en parties privatives à hauteur de 35 % du montant des dépenses subventionnables H.T. prises en compte dans la limite d'un plafond de 30 000 € H.T. par logement. Ce taux peut être porté jusqu'à 50 % lors de l'existence avérée d'une situation de dégradation très importante du logement constatée sur la base d'un rapport d'analyse réalisé par un professionnel qualifié et à l'aide d'une grille d'évaluation de la dégradation de l'habitat.

Les dossiers de demandes de financement sont gérés directement entre l'EPFL et l'Anah.

Article 2.5 - Modalités de gestion des biens

2.5.1 Conditions générales

L'EPFL du Dauphiné s'engage à assumer toutes les responsabilités et charges du propriétaire durant la période de portage dont la participation aux assemblées générales de copropriété et le vote des travaux permettant la rénovation globale de la copropriété.

Il n'est pas nécessaire que l'EPFL du Dauphiné s'engage dans les organes de gouvernance et de gestion de la copropriété, la participation au fonctionnement général de la copropriété étant assurée par l'implication de l'équipe projet pilotée par la métropole de Grenoble.

Grenoble-Alpes Métropole s'engage à apporter son assistance à l'EPFL du Dauphiné, notamment dans les domaines de la sécurité aux personnes, de la sécurité aux biens et du respect de l'ordre public.

2.5.2 Conditions particulières

L'EPFL du Dauphiné fournira un état annuel de l'occupation des biens.

Tous les logements libres de toute occupation ainsi que tous les logements acquis postérieurement à la signature de présente convention resteront libres de toute occupation afin d'être mis à la disposition exclusive des besoins du chantier. Le chef de projet du plan de sauvegarde sera chargé de coordonner avec l'EPFL la mise à disposition de ces logements en lien avec les syndicats et les assistants à maîtrise d'ouvrage des syndicats de copropriétaires.

L'EPFL du Dauphiné facilitera la réalisation des travaux votés par le P.D.S. 2 nécessitant une intervention dans les logements préemptés, que ce soit pour accéder aux gaines techniques ou pour réaliser des travaux de séparation d'appartements comme cela est programmé sur le logement situé au droit de la séparation des bâtiments 140 et 150 Arlequin, dernier étage.

TITRE III. CESSION DES BIENS ACQUIS

Article 3.1 - Modalités de cessions

En application de la présente convention, l'EPFL du Dauphiné s'engage à céder les biens immobiliers acquis pour le compte de Grenoble-Alpes Métropole à celle-ci, au fur et à mesure des besoins de la réalisation du programme prévu.

A la demande de Grenoble-Alpes Métropole, l'EPFL du Dauphiné pourra procéder à une cession directe des biens acquis à un opérateur qui en assurerait la gestion locative ou à un tiers sur le marché.

Si ces biens n'ont pu être cédés préalablement à des opérateurs ou à un tiers sur le marché selon les conditions prévues ci-dessous, Grenoble-Alpes Métropole, en tant que collectivité garante, deviendra propriétaire des biens acquis par l'EPFL du Dauphiné pour son compte en rachetant sans réserve lesdits biens avant le terme de la présente convention.

D'ici 2037, les logements portés seront ensuite remis sur le marché par l'opérateur ou par Grenoble-Alpes Métropole dans un objectif de mixité sociale.

Article 3.2 - Calcul du prix de cession

Le prix de cession des biens acquis sera établi en fonction de l'ensemble des dépenses supportées par l'EPFL du Dauphiné.

Il intégrera :

- Prix d'acquisition ;

- Coûts liés aux procédures d'acquisition (frais d'actes, notaire, contentieux, etc.) ;
- Coûts de maîtrise d'œuvre et de travaux liés aux travaux de proto-aménagement (démolition, dépollution, nettoyage, protection, travaux en parties privatives...) ;
- Coûts particuliers de surveillance et de protection ;
- Coûts de portage (impôts locaux, assurance, entretien).

Les recettes perçues et les subventions versées seront incluses au bilan de portage.

Le bilan prévisionnel du portage est présenté en annexe 2 de la présente convention.

Article 3.3 – Minoration foncière

S'il est constaté que le prix de cession, en référence à la valeur marché du bien, est inférieur au prix de revient, l'epfl du Dauphiné pourra participer financièrement à la prise en charge du déficit foncier.

La minoration consentie par le Conseil d'Administration de l'epfl du Dauphiné lors de la cession d'un bien immobilier à un porteur de projet doit nécessairement être financée en majeure partie par la collectivité garante qui verse sa quote-part de participation soit à l'epfl du Dauphiné, soit directement au porteur de projet. Ainsi, l'epfl du Dauphiné pourra participer financièrement à une hauteur maximum de 49% du déficit foncier constaté dans la limite d'un pourcentage du prix de revient selon le projet réalisé.

Pour les opérations multiproduits, la minoration sera déterminée au prorata du prix de revient des surfaces des projets éligibles.

Article 3.4 – Fractionnement du prix de revient

Afin d'anticiper les conditions de sorties de portage, il est convenu la mise en place d'un paiement fractionné du prix de revient.

La partie du prix de revient correspondant aux dépenses déjà engagées par l'EPFL du Dauphiné à ce jour, soit 2 473 472 € sera fractionné sur 10 ans entre 2026 et 2035.

La partie prévisionnelle du prix de revient correspondant aux dépenses à venir, soit 5 259 682 € sera fractionné sur 10 ans entre 2028 et 2037.

Le montant cumulé des annuités est présenté avec le bilan prévisionnelle en annexe 2.

Le montant de la dernière annuité sera ajusté en fonction de la date effective de cession et de la réalité du bilan des dépenses et des recettes sur toute la durée du portage.

Article 3.5 – Clause de revoyure

Les parties conviennent du principe de rencontres annuelles relatives à l'avancement du projet permettant de réévaluer les conditions de la poursuite de leur coopération le cas échéant.

Les parties conviennent d'ores et déjà de faire un bilan intermédiaire en 2028, date prévisionnelle de fin des acquisitions afin de mettre à jour le bilan prévisionnel de l'opération.

TITRE IV. MODALITES DIVERSES

Article 4.1 – Suivi annuel de la convention

Une réunion de suivi de la convention aura lieu chaque année et au plus tard un mois avant la commission annuelle de plan de sauvegarde qui se tient sous l'autorité du préfet.

Elle aura pour objet de suivre les modalités de mise en œuvre de la présente convention.

Article 4.2 - Résiliation avant l'expiration du délai contractuel

4.2.1 Modalités de résiliation

La présente convention peut être résiliée d'un commun accord entre les parties.

Elle peut également être résiliée pour un motif légitime par l'une des parties, moyennant un délai de prévenance de 3 mois.

Il est dès à présent convenu que la modification de la destination des biens prévue à l'article 2.1 de la présente convention rendant l'intervention de l'EPFL du Dauphiné non conforme avec ses compétences légales et statutaires, est un motif légitime de dénonciation à l'initiative de l'EPFL du Dauphiné.

4.2.2 Effet de la résiliation

En cas de résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des missions effectuées par l'EPFL du Dauphiné. Ce constat fait l'objet d'un procès-verbal, indiquant notamment le délai dans lequel l'EPFL du Dauphiné s'engage à remettre à Grenoble-Alpes Métropole l'ensemble des pièces du dossier, dont il est dressé un inventaire.

Grenoble-Alpes Métropole est tenue de rembourser les dépenses et frais acquittés par l'EPFL du Dauphiné dans les six mois suivant la décision de résiliation de la convention.

La résiliation emporte de plein droit la cession des biens à la collectivité garante dans un délai maximal de 6 mois.

Article 4.3 - Litiges

A l'occasion de toute contestation ou tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable. A défaut, si aucun accord ne peut être trouvé, le litige est porté devant le Tribunal Administratif de Grenoble.

TITRE V - ANNEXES

Sont annexées au présent contrat :

- Annexe 1 : Tableau des acquisitions déjà réalisées par l'EPFL au 31/12/2024 ;
- Annexe 2 : Bilan prévisionnel des dépenses et recettes de l'opération.

Ces annexes ont une valeur informative.

Fait en 2 exemplaires

A Grenoble, le

Pour Grenoble-Alpes Métropole

Pour l'EPFL du Dauphiné

Le Président,
Christophe FERRARI

Le Directeur
Vincent REMY

Annexe 1 : tableau des acquisitions déjà réalisées par l'EPFL du Dauphiné

Copropriété	Nouveau syndic	Coordonnées	Nouveau n° de lot	Ancien n° de lot	Référence de lot	Typologie	Surface habitable en m²
80	CITYA AUDRAS et DELAUNOIS	Mr AUDRAS : alain.audras@audras-delaunois.com 04.76.44.76.28 / 06.76.75.61.41	7073	190	S2-3	T4	77 m²
			7061	362	S2-4	Cellier	
			7108	171	K5-7	T3	66m²
			7098	381	K5-1	Cellier	
100	ORALIA GIGNOUX LEMAIRE	Mr GRANGE : francois.grange@gignouxlemaire.fr 04.76.85.77.98 / 06.86.48.60.16	1002	47	F2-18	T4	77m²
			1010		E2-1	T2	47,54m²
			1017	57	F2-1	T2	49m²
			1030	127	G2-2	T4	77,33m²
			1079	73	F5-14	T1	35m²
			1080	74	F5-9	T2	48m²
			1095	84	F5-6	T4	77m²
			1096		G5-2	T4	78,59M²
			1124	137	G8-3	T4	78,8m²
			1147	93	F8-9	T2	47,41m²
			1152	138	G8-7	T3	66m²
			1183		E11-4	T6	112,49m²
			1160		F8-11	T5	95,21m²
			1212	110	F11-15	T3	60m²
			1230		G11-2	T4	?
			1273	43	E14-15	T1bis	33,32m²
130	FONCIA	Mr MIALHES : emmanuel.mialhes@foncia.fr 06.86.63.43.05	25	153	5113	T1	26m²
			52	176	5203	T3	67 m²
			102	213	5316	T5	110m²
			110	219	5402	T4	76m²
			117		5409	T4	80m²
150	FONCIA	Mr MIALHES : emmanuel.mialhes@foncia.fr 06.86.63.43.05	12	109	7-2-12	T4	72m²
			15	79	7-2-21	T4	75m²
			16	80	7-2-22	T4	77m²
			17	81	7-2-23	T4	72m²
			48	91	7-5-3	T3	62m²
			166	131	7-4-12	T4	123m²
170	CITYA AUDRAS et DELAUNOIS	Mr AUDRAS : alain.audras@audras-delaunois.com 04.76.44.76.28 / 06.76.75.61.41	10	48	8-2-10	T5	105m²
			26	17	8-3-4	T5	104m²
			39	53	8-3-23	T5	99m²

Envoyé en préfecture le 27/05/2025

Reçu en préfecture le 27/05/2025

Publié le



ID : 038-447593104-20250522-25DL043-DE